

***Les années 68 :
événements, cultures politiques et modes de vie***

Lettre d'information n°4

Séance du 9 janvier 1995

***Les étudiants et le mouvement paysan
dans la Loire-Atlantique, 1968-1974.
Ambiguïtés théoriques et difficultés pratiques***

par DANIELLE TUCAT

Mon propos s'inscrit dans un projet à long terme qui est d'étudier la relation entre mouvements étudiants et paysans à partir de deux cas : les luttes paysannes de Loire-Atlantique et la lutte contre l'extension du camp militaire du Larzac.

Épisode singulier de la relation ville/campagne, cette rencontre est révélatrice de la culture politique de la période qui nous intéresse.

En 1968 il est impensable de remettre en question le rôle messianique de la classe ouvrière. Une révolution ne peut se faire que sous direction prolétarienne. De ce point de vue, étudiants et paysans tout en étant acteurs des luttes sociales sont en porte à faux par rapport au dogme révolutionnaire. Cette situation de classe a engendré des montages théoriques, plus ou moins besogneux, porteurs d'ambiguïtés et de malentendus. Ainsi sont nés les travailleurs intellectuels, les étudiants contestataires, les intellectuels au service du peuple et les Paysans travailleurs. On peut se demander dans quelle mesure ces bricolages théoriques et ces acrobaties rhétoriques ont pesé sur la relation militants paysans/militants étudiants et si ils n'ont pas contribué à isoler les militants de leurs groupes sociaux respectifs.

C'est pourquoi dans ce premier temps de ma recherche je me suis attachée à étudier ces montages théoriques concernant les paysans et à esquisser quelques unes de leurs conséquences pratiques dans la région nantaise.

Pourquoi Nantes ? La ville et sa région s'imposent parce que la liaison ouvriers/paysans y est antérieure à mai 1968 et comme l'ont montré René Bourrigaud dans "Les paysans et mai 68, l'exemple nantais" in 1968, *Exploration du mai français*, tome I, *Terrains*, (Mouriaux René, Percheron Annick, Prost Antoine, Tartakowsky Danielle, dir.), L'Harmattan, 1992, et Yannick Guin dans *La commune de Nantes*, Maspéro, 1969, les événements nantais ont suivi leur tempo particulier,

souvent en avance sur les événements parisiens. Ils ont donné lieu sur le terrain pendant les événements de mai à une alliance des trois mouvements qui s'est concrétisée par des manifestations communes et par une organisation du ravitaillement de la ville en produits alimentaires et de la campagne en produits pétroliers. En outre, la Loire-Atlantique est le berceau du mouvement des Paysans travailleurs, avec son leader Bernard Lambert et son journal *Vent d'Ouest* édité à Nantes. La région a été un pôle d'établissement pour les étudiants maoïstes tant dans l'industrie que dans l'agriculture. Enfin la Loire-Atlantique comme tout l'Ouest a été dans les années post 68 le théâtre d'importantes luttes foncières et le lieu privilégié – avec les Vosges et le Jura – de la guerre du lait.

Ce travail se heurte à un problème de sources propre non à l'objet de l'étude, mais à la période. Les sources écrites émanant des agriculteurs ne posent aucun problème particulier, les articles des journaux le *Paysan Nantais* ou *Vent d'Ouest* sont signés, les acteurs sont nommés, les dates et les lieux précisés. Il n'en va pas de même des autres sources militantes, clandestinité oblige. Qu'il s'agisse de livres édités par Maspéro *Répression des luttes, des paysans parlent* ou *Le livre des paysans pauvres* ; des brochures des éditions Hallier *Le mouvement de la jeunesse, Les paysans de l'Ouest* ou bien *Où en sont les paysans ?* ; des articles de la revue *Frères du Monde* ; du journal *Paysans en lutte* ; ou des documents internes des organisations maoïstes – tous présentent la même difficulté : ils sont sans auteur, sans lieu et sans date. Il faut donc sans cesse les passer au crible d'un jeu de devinettes et de recoupements, ceci est particulièrement gênant en ce qui concerne la revue *Frères du Monde* dont le n° 54/55, "Une agriculture au service des travailleurs" et le n°59 " Une ligne révolutionnaire pour les paysans" sont avec le livre de Bernard Lambert *Les paysans dans la lutte des classes* (Seuil, 1970), la base théorique des militants en secteur agricole. Les éditeurs, les Franciscaïns de Bordeaux, sont connus, mais le groupe des auteurs reste mystérieux (militants chrétiens, militants paysans, membres du PSU, agronomes ou sociologues ruraux en rupture de ban, militants maoïstes ?). Il s'agit d'une nébuleuse floue mais influente qui, après le succès remporté par les numéros de la revue, a édité le journal *Paysans en lutte*. À ces sources classiques il conviendra d'ajouter des entretiens d'acteurs et de témoins.

LES AMBIGUITÉS THEORIQUES

Je ne vais pas me livrer à une analyse détaillée des montages théoriques de chaque groupe mais je m'arrêterai sur deux points. L'analyse de classes, la notion de "Paysans travailleurs" et la question de la violence et de la prise de pouvoir.

L'analyse de classe et la notion de "Paysans travailleurs"

En juillet 1968, au départ de la "Longue marche de la jeunesse", la culture théorique de la direction de l'UJCM (Union des Jeunesses communistes marxistes-léninistes) en ce qui concerne la société rurale est un peu légère, exotique et obsolète

à la fois. Le tiers-mondisme, les thèses de Mao sur la lutte armée, la tradition marxiste, constituent l'essentiel du bagage théorique des jeunes urbains en partance pour les campagnes. Quel viatique donne-t-on à ces futurs marcheurs – outre *Le petit livre rouge* et quelques citations bien senties du Président Mao – la lecture de *La question paysanne en France* (Engels, 1894) dont on a extrait cette citation pour ceux que la lecture des classiques rebuterait :

"Il n'existe pas de pire service que nous puissions rendre aux petits paysans que de faire des déclarations donnant l'impression que notre intention est de maintenir la petite propriété parcellaire, notre devoir est d'expliquer sans cesse aux paysans leur situation qui est sans espoir aussi longtemps que le capitalisme sera au pouvoir".

Il est très difficile d'évaluer l'impact de "la longue marche". Dans les dossiers de la Gauche prolétarienne (GP) je n'ai trouvé qu'un seul bilan émanant d'une équipe de la Loire-Atlantique. Il semble d'après les allusions dans différents textes centraux que ces stages se soient en général soldés par un échec qui, dans le contexte de la scission de l'UJCML de l'automne 1968 est porté au passif des "liquidos".

Cependant l'indigence de l'analyse ne résiste pas à l'été et au contact des réalités. Le n°54/55 de *Frères du Monde* vient à point pour combler une lacune. Bien que nous ne connaissions pas encore précisément le nom des auteurs de ce numéro, il semble d'après les informations que nous avons pu recueillir qu'il y ait eu des maoïstes dans leur groupe aux cotés de militants chrétiens. On ne se préoccupait pas beaucoup de questions paysannes du côté de la rue d'Ulm à l'automne 1968 ; que des militants aient cherché une structure de réflexion secrètement et en dehors des organisations maoïstes en dit long sur l'indifférence que suscitaient les mouvements paysans. Et l'analyse de *Frères du Monde* vient à point pour révéler aux dirigeants de la Gauche prolétarienne l'existence d'une de ces fameuses luttes périphériques qui devait permettre selon leur terminologie l'assaut du centre.

Désormais et pour quatre ans, les organisations maoïstes, GP ou PCMLF (Parti communiste marxiste-léniniste de France), adoptent la même analyse de la société rurale qui est également celle de Bernard Lambert et du CDJA de Loire-Atlantique. Ces syndicalistes qui partent en guerre contre la vision traditionnelle de l'unité du monde rural face au monde urbain, distinguent clairement des classes d'agriculteurs aux intérêts divergeants :

– Une classe de paysans capitalistes : gros agrariens, gros céréaliers. Il s'agit de tous les propriétaires fonciers possédant des exploitations de plus de 50 ha et employant une main d'oeuvre salariée. Ceux qui dominent le syndicat agricole par les regroupements de producteurs siègent au conseil d'administration des caisses du Crédit Agricole et jouent un rôle décisif dans la politique de restructuration foncière par l'intermédiaire des SAFER.

– Les paysans moyens modernisés, eux-même divisés en deux groupes. Ceux qui avaient une capacité d'autofinancement suffisante pour s'équiper sans être surendettés et les paysans à faible capacité d'autofinancement étranglés par le remboursement de leurs emprunts. Ils deviennent sous la plume des maoïstes les

paysans moyens de la couche supérieure et les paysans moyens de la couche inférieure.

– Les paysans pauvres : ce sont souvent des paysans âgés qui survivent sur des microfundia. Ils ne sont ni endettés ni modernisés. Leur faible production les marginalise et les maintient en dehors du circuit coopératif.

– Les ouvriers agricoles

Ceux-ci sont toujours cités pour mémoire dans toute analyse militante de la société rurale mais à ma connaissance ils n'ont jamais fait l'objet de la sollicitude des militants du CDJA ou des militants maoïstes.

L'intérêt des militants se porte sur les Paysans travailleurs mais cette dénomination n'a pas le même sens pour la rédaction de *Paysans en lutte* ou pour les maoïstes et pour les militants du CDJA de Loire-Atlantique. Pour les premiers, sont Paysans travailleurs tous paysans non capitalistes petits et moyens avec parfois quelques variantes pour les moyens de la couche supérieure qui tombent dans le groupe des capitalistes selon la superficie exploitée, selon qu'ils emploient ou non des salariés et surtout selon leur attitude pendant les luttes. Pour les syndicalistes de la Loire-Atlantique, ce terme s'applique avant tout à eux, les paysans moyens modernisés, endettés, engagés dans la production d'une agriculture intégrée. Eux qui luttent pour la maîtrise de leurs outils de travail : la terre, la juste rétribution de leur travail par l'augmentation des prix et qui partent à l'assaut des directions syndicales de la FNSEA et du CNJA.

Bernard Lambert précise que ces paysans sont des paysans prolétarisés ou en voie de prolétarianisation, d'où leur dénomination de Paysans travailleurs. Endettés, ils sont exploités par le capitalisme financier via le Crédit Agricole. Pratiquant une agriculture intégrée, dépendant des firmes et des coopératives pour la commercialisation de leurs produits ou la fourniture d'aliments, d'engrais et de semence, ils ne sont plus les maîtres de leur production, ce sont des façonniers et leur statut est assimilable à celui des salariés et non à celui des petits patrons indépendants chers à la FNSEA. Dans leur lutte contre leur exploiteur commun, le capital, les Paysans travailleurs sont solidaires des ouvriers.

Sur le terrain en Loire-Atlantique, les interlocuteurs privilégiés des étudiants, ceux qui soutiennent par des fournitures alimentaires les grévistes des Batignolles en 1971, ceux qui accueillent des stagiaires lors des longues marches d'été de 1970 ou 1971, sont bien les militants du CDJA, les fondateurs du mouvement des Paysans travailleurs.

Pourtant dès 1968 les premiers stagiaires de la longue marche mettent un bémol à l'euphorie de cette alliance. Les Paysans travailleurs ignorent ou méprisent les paysans pauvres, ce qui ne peut que choquer de jeunes intellectuels imbibés de la pensée de Mao Tsé Toung. Certains emploient en été des enfants de l'Assistance Publique pour les travaux des champs sans respecter des lois sociales. Mais, concluent les auteurs du rapport, il ne s'agit là que de contradictions au sein du peuple qui se résoudront dans la lutte.

En 1974, avec le reflux des luttes et l'échec du mouvement des Paysans travailleurs dans sa prise de pouvoir au sein de la FNSEA, les critiques se font plus précises. *Paysans en lutte* se démarque de la théorie de la prolétarianisation. L'intégration verticale de l'agriculture ne s'est pas entièrement réalisée. Bien que dépendant du capitalisme financier le paysan reste propriétaire de ses moyens de production et de la marchandise qu'il produit.

Des militants de la GP de Loire-Atlantique signalent que "Depuis un an le groupe (PT) ne s'est guère élargi. Il apparaît plus comme un groupe de pression visant à contrôler la FNSEA que comme un groupe capable de porter une lutte des classes en agriculture". Le texte signale que bien qu'endettés ils ont un revenu entre 1600 et 2500 F par mois.

Malgré l'intégration, ils gardent une certaine liberté dans le choix de leurs productions et de leurs investissements. Ils se coupent des paysans à cause de leurs ambiguïtés ; des paysans modernisés, parce qu'ils critiquent la modernisation sans donner d'explication, et aussi des paysans traditionnels qui ont du mal à comprendre la critique d'une modernisation qu'ils pratiquent eux-mêmes sur leurs exploitations.

En conclusion il ne semble plus qu'en 1974, les Paysans travailleurs aient été aussi prolétaires qu'on l'ait cru, mais il est bien difficile pour les militants révolutionnaires de trouver d'autres alliés. Or dans la vision maoïste de la lutte armée, l'alliance du prolétariat et des paysans révolutionnaires était une nécessité.

La prise du pouvoir et la violence

Les Paysans travailleurs de Loire-Atlantique qui s'expriment dans *Vent d'Ouest* restent des militants chrétiens. Engagés dans une lutte contre le capitalisme, ils se placent avant tout sur le terrain de la lutte économique. Celle que les militants maos appellent avec une pointe de condescendance "lutte de survie". Même si certains d'entre eux, comme Bernard Lambert, sont membres du PSU, ils ne se posent jamais la question de la prise du pouvoir ni de la forme que prendra le pouvoir après la chute de ce qu'ils appellent "le système". La question se résoudra dans les luttes. C'est du "spontanéisme" écrivent dans leur bulletin intérieur les militants du PCMLF en 1974, la construction du parti restant pour eux la priorité et ils ne manquent pas de stigmatiser l'activisme des Paysans travailleurs au même titre que celui de leurs "frères ennemis" de la "Cause du Peuple" .

Non violents par principe comme les paysans du Larzac, les Paysans travailleurs n'hésitent pas cependant à recourir à la violence, à l'illégalité : violence contre Olivier Guichard enlevé au cours d'un voyage officiel le 16 novembre 1969 et contraint de se rendre dans une exploitation où 500 agriculteurs l'attendent pour lui exposer leurs revendications ; bagarres avec les hommes de mains des propriétaires ou avec la police lors de la lutte pour le libre accès aux bords de l'Erdre ; séquestration de directeurs de coopératives, blocage de camions laitiers pendant la "guerre du lait" ; interventions musclées lors d'expulsions de fermiers ou au cours de ventes aux enchères ; labours illégaux des terres des cumulards. Sans parler des

violentes manifestations de Quimper, de Redon ou de Morlaix qui dépassent le cadre géographique de la région de Nantes que je me suis donné.

Ces violences réelles, ne sont jamais présentées comme telles. Il s'agit d'autodéfense, de combats pour la justice, de réponse légitime à la violence de l'État et des capitalistes.

Ainsi ces non violents de principe prennent position contre la loi "Anticasseurs" (*Vent d'ouest*, juin 1970) "la loi entend faire supporter par la peur et la prison la violence qu'exerce le libéralisme sur les exploités".

Mais ces militants qui s'en prennent volontiers aux sous-préfectures ou aux voies de chemins de fer, condamnent les manifestations de Bruxelles :

"Nous avons été témoins d'un dévouement contre les citadins, d'un règlement de compte, d'une razzia des Wallons contre Bruxelles. Nous comprenons l'attitude de nos camarades Belges mais elle n'est pas politiquement juste... À Redon, à Quimper nous avons mené des actions plus violentes peut-être mais elles s'adressaient à nos adversaires".

Pas de violence pour la violence, pas de prise de pouvoir par la violence, mais une autodéfense, une violence pour la justice. Après la mort de Pierre Overney *Vent d'Ouest* s'indigne de la passivité de la classe ouvrière :

"Même si nous réprouvons certaines actions provocatrices minoritaires, à la mort d'un ouvrier distributeur de tract, la classe ouvrière aurait dû répondre massivement pour dénoncer et s'opposer à la violence armée des patrons, à ce qui ressort d'un certain fascisme".

Cette violence justicière séduit les militants maoïstes implantés en Loire-Atlantique qui se retrouvent au côté des paysans sur les bords de l'Erdre dans l'enlèvement de Guichard ou dans les manifestations pour demander la libération de syndicalistes paysans emprisonnés.

Au niveau central de la GP, la violence paysanne a une autre signification et elle lui assigne un autre rôle dans la future prise du pouvoir. Dans le bulletin intérieur n°12 de juin 1969, l'auteur du rapport "Sous-estimation des capacités révolutionnaires du mouvement paysan" écrit :

"Le mouvement paysan a fait ces dernières années la preuve de son aptitude à répondre par la violence aux provocations des flics ou des capitalistes agraires. C'est là le fait décisif de notre appréciation du mouvement paysan et qui nous montre la voie : s'appuyer sur les forces actuelles de violence du mouvement paysan dans ses luttes de survie, les encourager, aider leur organisation pour l'orienter vers la lutte armée".

LES DIFFICULTES PRATIQUES

Les sources sont lacunaires car les paysans se gardent bien, dans leur presse qui est destinée à d'autres agriculteurs, d'évoquer leurs relations avec les étudiants, étrangers au monde rural et supposés casseurs de surcroît. Faute de n'avoir pu, pour l'instant, interroger les acteurs, nos sources se réduisent à un texte sur la "longue marche" de 1968 dans la Loire-Atlantique et aux brochures *Le mouvement de la jeunesse* et *Les paysans de l'ouest* (Hallier, 1970). Il est difficile de savoir de quel groupe émane ce document qui figure dans les dossiers "paysans" de la GP et du PCMLF et dont l'éditeur indiquerait une proximité avec Vive la Révolution.

Le bilan de ces expériences, tant celle de 1968 que celle de 1970 révèle l'impréparation et l'inexpérience des jeunes militants. De fait, l'action en milieu rural est jugée secondaire, elle est souvent abandonnée aux plus jeunes qui sont fréquemment des lycéens, et les paysans sont parfois choqués de voir de si jeunes gens s'occuper de politique.

Ces jeunes urbains sont dans une situation ambiguë. Ils font leur apprentissage (ils vont à la rencontre des masses, pour se lier à elles, pour se livrer à une de ces fameuses enquêtes qui dans le credo maoïste donnent le droit à la parole) mais ils sont aussi des propagandistes (ils veulent aider les paysans à s'organiser, à développer leur prise de conscience et leur contestation).

Comme le militant en milieu ouvrier, l'étudiant envoyé aux champs est tiraillé entre sa culpabilité de petit, voire de grand bourgeois et sa morgue de possédant du savoir révolutionnaire.

Les difficultés sont souvent liées à la vie quotidienne. Le travail est dur, il suppose constance et régularité. Il faut se lever tôt : "Le boulot est grand, les journées sont longues, 10 heures et plus... Les paysans connaissent la nullité des intellectuels pour le travail manuel, ils n'attendent pas de nous un travail analogue au leur, mais persévérance application, courage".

Non les "longues marches" ne sont pas des colonies de vacances militantes qu'on se le dise ! Mais la répétition du thème de la pénibilité, de la constance dans l'effort dans la littérature militante indique que cela n'allait pas de soi pour tous. Des cas d'abandon de stage sont signalés et stigmatisés comme portant préjudice au mouvement révolutionnaire.

L'incompréhension concernant la religion est une autre pierre d'achoppement. Des militants ont une attitude ouvertement anticléricale ou hostile à l'école libre. La brochure leur rappelle l'importance de la religion catholique dans l'ouest et de la JAC dans la formation des paysans qui les accueillent : "une critique brutale de la religion risque non seulement de donner aux paysans l'impression qu'on remet en cause leur foi mais en plus qu'on ne comprend rien à leur problème".

Il est aussi recommandé aux militants de mettre une sourdine à leurs diatribes contre la culture bourgeoise. Certes dans son livre Bernard Lambert part en guerre contre l'aliénation des paysans par l'école, mais la majorité des agriculteurs n'est pas prête à remettre en cause le savoir :

"Le discours 'moi l'école je m'en moque pas mal' est choquant pour un paysan qui n'a pas pu faire d'étude et en souffre. Il est parfois difficile de faire comprendre le rejet de la culture bourgeoise et que ce qu'on apprend à l'école sert au système capitaliste".

La "réunionite" militante est mal perçue par les paysans. Les stagiaires de 1968 avaient l'habitude de se réunir tous les soirs ou même pendant les heures de travail. Cette pratique incompatible avec les travaux des champs a été vite perçue par les paysans comme une tentative de complot et de manipulation. La critique des agriculteurs et la fatigue aidant, le rythme des réunions s'est espacé. Les stagiaires de 1970 ne se réunissent plus qu'une fois par semaine, parfois moins, un responsable passe faire le tour des popotes et évalue la situation.

Il revient à ces responsables de tempérer les enthousiasmes ou les déceptions de ceux qui trouvent que la prise de conscience des paysans n'est pas assez rapide : "ce qui se passe, c'est que les paysans ont conscience de tel ou tel abus mais ils ne relient pas immédiatement cet abus à l'ensemble de la société capitaliste".

La prise de conscience est longue et les militants maoïstes souvent jeunes, inexpérimentés, ignorant la réalité sociale des campagnes, mais néanmoins bardés de certitudes, n'étaient pas les mieux armés pour la faire éclore : "Beaucoup de camarades avaient du mal à parler du socialisme à partir de cas vécus à la campagne. Pour montrer que la Chine populaire est une société plus juste pour les travailleurs, il faut partir de cas concrets".

L'ensemble de ces recommandations ne doit pas cependant nous amener à noircir le bilan de ces contacts estivaux. Les longues marches, les stages, les actions communes ont été à l'origine de véritables liens amicaux entre étudiants et paysans.

"Cette catégorie de paysans (militants du CNJA) est celle qui nous a accueillis avec le plus de sympathie, de franche amitié militante. Il est important de remarquer que des liens très forts, dépassant de loin les plus simples contacts politiques ont été noués entre étudiants et paysans lors de ces stages".

Qu'ont retiré les différents protagonistes de ces rencontres ? Faute de témoignage direct, il m'est difficile de le dire avec précision pour l'instant, mais un embryon de réponse peut déjà s'esquisser. Pour les étudiants, ce contact avec les réalités du monde rural a sans doute été une bouffée d'air frais dans le climat délétère des critiques, autocritiques qui empoisonnaient les cercles militants parisiens et leur a permis de porter un autre regard sur ces débats byzantins. Pour les paysans, la venue des étudiants a été l'occasion d'une ouverture. Les discussions sont animées et ces jeunes agriculteurs formés par la JAC sont curieux. Leur curiosité concerne le socialisme et le communisme. Les marcheurs de 1968 qui dans un premier temps avaient caché leur marxisme constatent que les discussions ont été plus détendues quand ils ont révélé leur véritable nature. Les paysans se montrent avides de connaissances sur les pays communistes. Dans leur bilan de la longue marche en 1968 les étudiants signalent que les paysans souhaitent la venue d'un militant ayant

été en Chine. En 1973 une militante du PCMLF envoie, par l'intermédiaire des Amitiés Franco Albanaises, dix agriculteurs en voyage en Albanie.

À une époque où la télévision n'a pas encore massivement pénétré les foyers ruraux, les étudiants sont une source d'information non seulement sur les pays socialistes mais aussi sur les luttes sociales en France. Ils constatent avec étonnement que les agriculteurs ignorent parfois les événements qui ont lieu 30 ou 40 kms plus loin.

Les femmes ont des curiosités particulières. Certaines s'interrogent sur la validité de l'enseignement libre, d'autres sur le contrôle des naissances. À ce sujet les stagiaires de 1968 souhaiteraient recevoir le renfort de filles à l'avenir.

Au terme de ce premier bilan sur cette recherche en cours, il reste bien des points encore à éclaircir, des pistes à explorer. En particulier quels rôles ont joué dans cette liaison entre mouvements gauchistes et paysans les militants de la JEC et de la JAC, ceux de la CFDT ou du PSU mais aussi tous les para-agricoles (techniciens, vétérinaires, travailleurs sociaux...).

DISCUSSION

G. Dreyfus-Armand

La contribution de Danielle Tucac est l'exemple parfait d'un travail de recherche en cours avec déjà des données bien établies et ouvrant des perspectives historiques sur les relations étudiants/paysans/ouvriers dans un département.

Quelques questions :

– Le bagage théorique des étudiants – surtout celui des maoïstes de l'UJCML et de la Gauche prolétarienne – était très maigre avant leur "longue marche" vers les paysans. Est-ce que cette expérience leur a permis de faire avancer la réflexion théorique sur la question paysanne d'une part (on passait de textes de Engels de la fin du XIXe siècle à des considérations plus actuelles sur la société paysanne dans la deuxième moitié du XXe siècle) et d'autre part quel est le rôle spécifique des militants chrétiens ?

– À part la CFDT et le PSU et le courant maoïste est-ce que d'autres tendances politiques comme les trotskystes ont tenté cette démarche de rapprochement du mouvement paysan et étudiant ?

Danielle Tucac

– Non les trotskystes ne se sont pas intéressés aux paysans. Ils en restent à une version léniniste pure et dure – la classe révolutionnaire c'est le prolétariat industriel –, cependant *Rouge* a fait paraître une toute petite brochure sur la guerre du lait mais cela n'a pas été plus loin.

– Le rôle des militants chrétiens est fondamental. Il est antérieur à 68, certaines des théories de Bernard Lambert sont issues des réflexions menées au sein de la JAC. Il faudrait faire un travail spécifique sur la JAC elle-même qui a eu un rôle très important en tant que mouvement éducatif des paysans au plein sens du terme – à la fois en ce qui concerne les techniques agricoles et l'ouverture des paysans sur le monde avec l'organisation de stages, de camps. Cette curiosité qui frappe les militants maoïstes au moment de la longue marche et ces questions que posent les militants du CDJA sur le communisme est tout à fait dans l'esprit de la formation JAC. La JAC a comblé toutes les lacunes de l'école publique pour les paysans de cette génération.

– Les progrès théoriques : ceux qui ont été dans la longue marche de 68, ont ou bien continué l'expérience et tenté de s'établir en milieu paysan ou bien lâché la charrue. Il est très difficile de faire parler les militants maoïstes, c'est l'amnésie presque totale. Visiblement il n'y a pas eu progression et quand il y a eu progression c'est qu'ils sont rentrés et qu'ils ont lu les numéros de la revue *Frères du monde* (des Franciscains de Bordeaux) qui sont fondamentaux.

Michelle Zancarini

– Que représentent numériquement ces militants, quelle est leur implantation ?

– Comment rattacher tout cela à l'évolution de l'agriculture et par ailleurs aux autres manifestations agricoles (ce n'étaient pas les paysans "prolétarisés", pas les ouvriers

agricoles) ? Les paysans concernés par l'accueil de ces étudiants étaient-ils en voie de modernisation ? Quel est le rapport de cette violence avec les autres manifestations paysannes d'avant et d'après ? Comment cela s'articule-t-il avec le catholicisme ?

Christophe Batsch

Est-ce qu'il se dégage une sorte d'"idéologie paysanne" mêlant le catholicisme de la formation JAC et la contre-sorcellerie ?

D. Tucat

– Pour les militants isolés sur Nantes et la Loire-Atlantique, je ne peux encore le dire. Pour les longues marches, en 68 il est question de 35 militants en Loire-Atlantique, et en 1970 de 120 militants mais pour tout l'ouest (Bretagne, Mayenne, Sarthe etc.). Ce sont les chiffres donnés par la Gauche prolétarienne.

– Pour ce qui est de la violence, il n'y a pas de différence fondamentale dans la pratique entre la violence paysanne de 68 et post-68 ou la violence contemporaine. C'est une spécificité de la Bretagne et de la région de l'Ouest. Il y a bien les viticulteurs, mais l'attaque de la préfecture ou de la sous-préfecture est un rituel de l'Ouest. C'est l'attaque de l'institution qui représente l'État. Le syndicat agricole n'est pas conçu comme le syndicalisme ouvrier, la FNSEA et le CNJA (aile jeune de la FNSEA) est une fédération de fédérations départementales. L'unité de base est la commune, chaque commune est à elle-même un petit syndicat de 4 ou 5 paysans, les formes de mobilisation de ce fait sont très rapides et très cloisonnées. Cela a beaucoup plu aux maoïstes.

– Ce sont les paysans modernisés, ceux qui ont été formés par la JAC dans l'idée qu'il n'y avait d'avenir pour l'agriculture que dans la modernisation et qui pratiquent l'agriculture intégrée, qui sont à l'avant poste de la lutte. La "guerre du lait" a été vue comme une des prémices révolutionnaire, mais elle peut être maintenant considérée comme une lutte de survie comme celle des mineurs ou des sidérurgistes lorrains. Les petits paysans et les prolétaires ruraux sont restés en dehors du coup (ils ont fait le coup de fusil avec leurs patrons contre ceux qui viennent attaquer les châteaux ou les terres des cumulards).

Sabine Rousseau

– N'y-a-t-il pas dans le groupe de Frères du monde (à l'origine des missionnaires) qui s'est beaucoup intéressé au tiers-monde et à la paysannerie du tiers-monde quelque chose qui vient de la théologie de la libération et de la violence des pauvres ?

– Deux autres pistes : il y a dans le milieu chrétien de l'Ouest l'émergence d'une gauche chrétienne assez virulente, notamment le cercle Jean-XXIII et le centre protestant de l'Ouest.

D. Tucat

– Frères du monde a abrité un groupe de militants avec au sein de ces militants des militants chrétiens qui étaient la cheville ouvrière de la rédaction du numéro sur ces paysans et par la suite ce groupe a constitué son propre organe de presse *Paysans en lutte*.

– Les noms des militants ne sont pas connus, c'est l'anonymat, *Paysans en lutte* dans l'éditorial de son premier numéro dit bien que l'on va prendre toutes les précautions de cloisonnement pour éviter la répression. La répression existe, ce n'est pas que de la "clandestinité" et de la paranoïa. Des militants ont été arrêtés, ainsi les auteurs de l'enlèvement d'Olivier Guichard.

Robert Frank

Ce qui nous frappe tous ici c'est le moment de ces rencontres – rencontres insolites entre maoïstes en terre catholique – c'est le moment d'une énorme mutation économique et sociale. Il y a la mise en place du Marché commun, le compromis de Bruxelles en 1962 qui lance la PAC, mais il y a aussi toute la politique nationale autour de Pisani avec la mise en place de réformes de structures dans une idéologie qui se voulait à la fois moderniste sur un plan économique et conservatrice (maintien des structures familiales). C'est également à ce moment là que les paysans se sont endettés et sont entrés dans un circuit capitaliste. Par delà le jargon des étudiants, il y a beaucoup de choses justes dans leurs analyses. L'agriculture française entre dans un système capitaliste, elle entre dans le marché, elle en subit les lois avec les emprunts que les paysans font auprès des banques. Il y a donc une relative adéquation et en même temps une radicale inadéquation sur le plan du jargon et de la culture politique car votre exposé montre bien – et cela fait réfléchir sur la séparation entre le gauchisme et le reste des forces politiques – que des communistes jusqu'aux libéraux, la religion du progrès est prégnante, la religion de la promotion sociale. Il serait intéressant de suivre la mémoire de ces étudiants pour savoir où ils en sont.

– Deux questions chronologiques : à partir de quand ce mouvement commence-t-il chez les étudiants et à partir de quand se termine-t-il ?

D. Tucac

– Cela s'éteint *grosso modo* après la guerre du lait, après 1974. Ce qui est très curieux c'est que 1974 marque l'échec du mouvement des paysans-travailleurs à prendre la direction de la FNSEA. Ils vont fonder d'abord un mouvement autonome puis leur propre syndicat en 1978. Cette tentative de prise de pouvoir de ces jeunes paysans modernistes, de ce qui était jusqu'à présent tenu principalement par les grands propriétaires fonciers, est importante par rapport à la modernisation. Car rentrer dans les structures dirigeantes de la FNSEA cela veut dire participer aux débats des SAFER et donc avoir une maîtrise de la distribution des terres et de la réorganisation des structures, cela veut dire aussi siéger au Comité d'administration du Crédit agricole. Cette stratégie de prise du pouvoir dans la FNSEA commence en 1969, elle est prête à réussir au congrès de Blois en 1969 où ils ont 43% des mandats au CNJA, mais ils sont évincés des instances dirigeantes par une manoeuvre (les

élections aux instances dirigeantes se font de manière proportionnelle aux cotisations payées). Ils ont perdu du fait de leur ambiguïté car les paysans modernistes endettés voulaient bien se sentir exploités mais pas prolétaires (le mot les révolte). D'autre part il y a une ambiguïté par rapport à la modernisation, ils sont tous modernisés, or ce que disent ces militants du mouvement des Paysans-travailleurs qui naît dans l'Ouest mais est aussi implanté dans la région Rhône-Alpes et de manière générale dans toutes les régions d'élevage, c'est que la modernisation est un leurre. Mais ils continuent eux-mêmes à se moderniser, et donc ils ne sont pas crédibles. Ils se rendent compte qu'ils sont dépassés, qu'ils ne maîtrisent pas la commercialisation.

Marie-Françoise Lévy

– Question sur la division des 120 : est-ce que ce sont des étudiants de la région ?
 – Ce mouvement a-t-il ou non un lien avec ces jeunes étudiants qui ont été l'objet d'études dans le cadre du retour à la terre ? Je me demande si dans ces vagues qui se produisent en 68 mais aussi bien après, il y aurait quelque chose qui serait de l'ordre de l'enjeu politique et qui aurait trait à une rupture de type identitaire par rapport au milieu familial. Les enjeux ne sont pas les mêmes me semble-t-il.

D. Tucat

– C'est le chiffre donné par la Gauche prolétarienne. Ce sont des étudiants qui viennent de la région parisienne et qui arrivent avec des ouvriers.
 – J'avais comme projet de m'intéresser à ces jeunes qui ont fait le retour à la terre et qui eux sont en porte à faux par rapport aux paysans puisqu'ils font un retour à la terre qui est contre la modernité, mais pour le moment je n'ai pas le temps de m'en occuper. Ce ne sont pas les mêmes, ce ne sont pas des maoïstes mais plutôt les étudiants qui étaient dans la mouvance 22 mars ou pré-écologistes.
 Les jeunes qui vont faire de l'agriculture à l'ancienne dans l'Ardèche ou dans le Gers n'ont pas le même projet politique, ils ne se placent pas dans la perspective d'une prise de pouvoir, mais la rupture avec l'identité familiale est commune aux militants maoïstes qui s'établissent et à ces jeunes qui partent à la campagne.

R. Frank

Côtes-du-Nord mis à part, comment et quand le courant chrétien de gauche s'impose-t-il vraiment ici et là ? Par rapport à 68 est-ce un peu après ?

D. Tucat

Il est déjà bien implanté en 68 et ce sont les mêmes paysans que l'on va retrouver dans le Larzac.

M. Zancarini

Des fils de paysans qui étaient étudiants, sont-ils à la faveur de ce mouvement revenus à la terre ?

D. Tucot

– Il y avait peu d'étudiants d'origine rurale à la Sorbonne en 1968, ceux que je connais et qui sont dans ce cas n'ont pas voulu aller s'établir en milieu rural, mais par contre ils ont participé au travail d'élaboration théorique.